



**PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfet de région

**Décision de l'Autorité chargée de l'examen
au cas par cas sur le projet dénommé
« Construction d'une serre agricole dotée d'une toiture
photovoltaïque »
sur la commune de Granges-les-Beaumont
(département de Drôme)**

Décision n° 2022-ARA-KKP-4087

DÉCISION
à l'issue d'un examen au cas par cas
en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement

Le préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes,

Vu la directive 2011/92/UE modifiée du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2, R.122-3 et R.122-3-1 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 12 janvier 2017, relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté n° 2022-380 du 21 décembre 2022 du préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, portant délégation de signature en matière d'attributions générales à Monsieur Jean-Philippe DENEUVY, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu l'arrêté n° DREAL-SG-2022-124 du 26 décembre 2022 portant subdélégation de signature en matière d'attributions générales aux agents de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes ;

Vu la demande enregistrée sous le n° 2022-ARA-KKP-4087, déposée complète par Albioma Solar Assets France le 20 décembre 2022, et publiée sur Internet ;

Vu la contribution de l'agence régionale de la santé (ARS) en date du 26 décembre 2022 ;

Vu les éléments de connaissance transmis par la direction départementale des territoires de la Drôme le 9 janvier 2023 ;

Considérant que le projet, soumis à déclaration loi eau et à permis de construire, consiste en la construction d'une serre photovoltaïque d'environ 25 260 m²¹ pour la production de kiwi rouge actuellement dédié à l'exploitation arboricole, pour une puissance de 2 150 kWc, sur la commune de Granges-les-Beaumont dans le département de la Drôme ;

Considérant que le projet, sur une surface agricole dédiée à l'arboriculture de 10ha, prévoit les aménagements suivants :

- dessouchage des arbres de l'exploitation actuelle ;
- installation de fondations par pieux vissés ou battus (la parcelle étant plane, aucun terrassement n'est prévu) ;
- construction de la serre photovoltaïque de 329 m de long, sur 76,80 m de large avec une hauteur de 4,75 au faîtage, sans dalle au sol et constitué d'une charpente métallique avec en toiture un polycarbonate translucide sur le tiers exposé au nord et des panneaux photovoltaïques² permettant une transparence de 36 % sur les 2 tiers exposés au sud, des filtres anti-insectes seront posés sur les parois de la serre ;
- création d'un bassin de rétention des eaux pluviales de 1 350 m² ;
- création d'un poste de transformation de 13 m² et raccordement de la centrale solaire au réseau public d'électricité sur une longueur de 390 m en terrain privé ;

Considérant que le projet présenté relève de la rubrique, *du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement* 39 a) Travaux et constructions qui créent une surface de plancher au sens de l'article R. 111-22 du code de l'urbanisme ou une emprise au sol au sens de l'article R. 420-1 du même code supérieure ou égale à 10 000 m² ;

¹ Surface utile d'environ 22 100 m²

² Les panneaux photovoltaïques sont conçus avec une transparence de 36 % laissant passer la lumière nécessaire au développement des cultures

Considérant la localisation du projet:

- en zone A, zone agricole, du Plan local d'urbanisme en vigueur sur la commune³ ;
- dans une commune concernée par la zone de répartition des eaux (ZRE) du bassin versant de la Drôme des collines et de sa nappe d'accompagnement⁴, mais le projet n'est pas situé au sein de cette ZRE (la parcelle se situant en aval de cette enveloppe, en secteur alluvionnaire, au regard de la cartographie annexée à l'arrêté dudit inter-préfectoral en date du 17 et 29 décembre 2014) ;
- en ZNIEFF de type II « Zone fonctionnelle de la rivière Isère à l'aval de Meylan » ;
- en dehors de :
 - périmètre réglementaire de protection de la nature ;
 - zone humide recensée à l'inventaire départemental ;
- en dehors du périmètre de zonage réglementaire du Plan de prévention des risques Technologiques en vigueur sur la commune⁵ ;

Considérant qu'en matière de production d'énergie, la production d'électricité de 3 033 MWh/an⁶ sera intégralement injectée dans le réseau et le démantèlement ainsi que le recyclage des panneaux photovoltaïques en fin de vie sera assuré par un organisme agréé⁷ ;

Considérant qu'en matière de gestion :

- des eaux pluviales, elles seront collectées dans un bassin de rétention puis infiltrées à la parcelle et par un ajustage dans un fossé ou un épandage agricole sur les parcelles et que les mesures destinées à éviter ou réduire les impacts du projet seront encadrées par le dossier de déclaration au titre de la loi sur l'eau, qui sera déposé par le maître d'ouvrage de ces travaux ;
- de la ressource en eau, l'exploitation dispose de 4 forages déclarés et 2 bornes réseau irrigant toute l'exploitation en micro-irrigation en limitant l'évapotranspiration, permettra une réduction des prélèvements d'eau actuels d'environ 16 %⁸ ;
- des pollutions, la production sous serre nécessitera peu de produits phytosanitaires et aucun produit phytosanitaire ni hydrocarbure ne sera manipulé sur le site ;

Considérant en matière de préservation de la biodiversité, les relevés de terrains n'ont pas mis en évidence la présence d'intérêt écologique notable sur la zone du projet ;

Rappelant qu'il appartient au maître d'ouvrage de prévenir la prolifération des ambrosies et de les éliminer, en phases travaux et exploitation, de manière à respecter l'obligation de lutte contre ces plantes invasives allergisantes, en application des articles L.1338-1 et D.1338-1 et suivants du code de la santé publique et de l'arrêté préfectoral n°26-2019-07-05-003 du 5 juillet 2019 relatif aux modalités de lutte contre les espèces d'Ambrosies dans le département de la Drôme⁹ ;

Concluant, au regard de tout ce qui précède, compte-tenu des caractéristiques du projet présentées dans la demande, des enjeux environnementaux liés à sa localisation et de ses impacts potentiels, que le projet ne justifie pas la réalisation d'une étude d'évaluation environnementale.

DÉCIDE

Article 1^{er} : Sur la base des informations fournies par le pétitionnaire, le projet de Construction d'une serre agricole dotée d'une toiture photovoltaïque, enregistré sous le n° 2022-ARA-KKP-4087 présenté par Albioma Solar Assets France, concernant la commune de Granges-les-Beaumont (26), **n'est pas** soumis à évaluation environnementale en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

3 PLU dont la dernière procédure a été approuvée le 12 décembre 2021

4 Zone de répartition des eaux instaurée par arrêté inter-préfectoral du 29 décembre 2014 encadrant les prélèvements

5 PPRt Cheddite France approuvé le 22 décembre 2011

6 Représentant la consommation de 1 400 personnes pour un an

7 Soren France <https://www.soren.eco/>

8 Consommation d'eau projetée sur l'emprise du projet : 18 480 m³ par an contre 21 945 m³ par an actuellement

9 Voir le mémento et les fiches pour lutter contre l'ambrosie sur les chantiers sur le [site d'information de l'Ambrosie](#).

Article 2 : La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3-1 du code de l'environnement, ne dispense pas du respect des réglementations en vigueur, ni des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne préjuge pas des décisions qui seront prises à l'issue de ces procédures.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet négatif notable sur l'environnement.

Article 3 : La présente décision sera publiée sur le site Internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait le 24/01/2023

Pour le préfet et par subdélégation,

Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux à compter de sa notification ou de sa mise en ligne sur internet.

Seule la décision soumettant à évaluation environnementale peut faire l'objet d'un recours contentieux. Sous peine d'irrecevabilité de ce recours, un recours administratif préalable est obligatoire (RAPO) conformément aux dispositions du VII de l'article R. 122-3-1 du code de l'environnement et doit être effectué dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision ou de sa mise en ligne sur internet. Ce recours suspend le délai du recours contentieux. Le recours contentieux doit être formé dans un délai de deux mois à compter du rejet du RAPO. L'administration statuera sur le fondement de la situation de fait ou de droit prévalant à la date de sa décision.

La décision dispensant d'évaluation environnementale ne constitue pas une décision faisant grief mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours contentieux. Comme tout acte préparatoire, elle est susceptible d'être contestée à l'occasion d'un recours dirigé contre la décision autorisant le projet.

Où adresser votre recours ?

- Recours administratif ou le RAPO

Monsieur le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, service CIDDAE / pôle AE
69453 LYON cedex 06

- Recours contentieux

Monsieur le président du Tribunal administratif de Lyon
Palais des juridictions administratives
184 rue Duguesclin
69433 LYON Cedex 03